

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 10/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LUBRIZOL FRANCE

25 quai de France
BP 1062
76100 Rouen

Références : -
Code AIOT : 0005800574

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/10/2025 dans l'établissement LUBRIZOL FRANCE implanté 25 quai de France BP 1062 76100 Rouen. L'inspection a été annoncée le 09/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LUBRIZOL FRANCE
- 25 quai de France BP 1062 76100 Rouen
- Code AIOT : 0005800574
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'usine Lubrizol de Rouen produit des additifs pour lubrifiants, par synthèse chimique et par

mélange.

Thèmes de l'inspection :

- ATEX
- Risque surpression/projection
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Défense incendie - Moyens dédiés au SDIS	Arrêté Préfectoral du 05/05/2022, article 2.4.6.3 de l'annexe 2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30 juin 2026
6	Démantèlement des unités définitivement arrêtées	Arrêté Préfectoral du 05/05/2022, article 1.6.4	Demande de justificatif à l'exploitant	31 décembre 2026

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Stockage de bouteilles de gaz	Arrêté Préfectoral du 05/05/2022, article 7.2.2.8 de l'annexe 7	Sans objet
2	Détection d'atmosphère explosive	Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 6.2.2.2 de l'annexe 6	Sans objet
4	Défense incendie - Moyens fixes	Arrêté Préfectoral du 05/05/2022, article 4.6.5 de l'annexe 4	Sans objet
5	Matériel non électrique utilisable en atmosphères explosibles	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a apporté l'ensemble des éléments qui restaient en attente à la suite des précédentes visites d'inspection concernant la détection d'atmosphère explosive, le matériel non électrique en zone ATEX et les moyens d'extinction fixe à eau + émulseur.

Les moyens de défense incendie dédiés au SDIS sont à mettre en œuvre et à faire réceptionner par le SDIS **avant le 30 juin 2026**.

Un échéancier de démantèlement des unités définitivement arrêtées est à fournir **avant le 31 décembre 2026**.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stockage de bouteilles de gaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/2022, article 7.2.2.8 de l'annexe 7
Thème(s) : Risques accidentels, Bouteilles de gaz
Prescription contrôlée : La prescription contrôlée contient des informations sensibles au sens de l'instruction du gouvernement du 12/09/23 relative à la mise à disposition d'informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les installations classées pour la protection de l'environnement. Elle est donc fournie uniquement en annexe confidentielle. Elle concerne le stockage de bouteilles de gaz pour l'alimentation des chariots élévateurs.
Constats : L'exploitant est actuellement autorisé à stocker des bouteilles de gaz, pour l'alimentation des chariots à moteur thermique d'un prestataire, dans un local situé à proximité des zones d'activités classées, isolé de ces dernières par des parois béton. Ce local de stockage a été réaffecté en 2023 à d'autres installations liées à la sécurité incendie et ne peut donc plus être utilisé pour stocker les bouteilles de gaz. La fourniture de gaz est aujourd'hui assurée par un fourgon qui met à disposition des bouteilles deux fois par semaine, ce qui multiplie les mouvements de bouteilles sur le site. L'exploitant a présenté à l'inspection un projet d'implantation d'un casier de stockage de bouteilles dans une zone dédiée, éloignée des zones d'exploitation. L'inspection a effectivement constaté sur le terrain que la zone proposée est éloignée : <ul style="list-style-type: none">- de plus de 100 m des zones d'exploitation ;- de plus de 40 m des installations sensibles ;- de plus de 10 m des limites de propriété, dont elle est séparée par une paroi en parpaings. Le nombre de bouteilles que l'exploitant souhaite stocker n'augmente pas par rapport à la situation autorisée, et n'atteint pas les seuils de classement de la nomenclature des ICPE. L'inspection propose donc d'encadrer cette nouvelle zone de stockage dans le projet d'arrêté cadre en cours d'élaboration.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Détection d'atmosphère explosive

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 6.2.2.2 de l'annexe 6
Thème(s) : Risques accidentels, Détection gaz
Prescription contrôlée : A l'intérieur des ateliers, la détection d'une atmosphère explosive doit être assurée [...]
Constats : Lors de la visite d'inspection du 05/02/2025, l'inspection avait constaté que 4 explosimètres présents dans un atelier et valorisés par l'exploitant comme mesure de maîtrise des risques visant à prévenir l'apparition d'une atmosphère explosive en cas de fuite, n'étaient pas adaptés au produit à détecter (absence de données constructeur sur le sujet et test ayant saturé le détecteur lors de la visite).

<p>Lors de la visite objet du présent rapport, l'exploitant a déclaré que 4 nouveaux détecteurs, dotés d'une technologie testée en laboratoire pour vérifier qu'elle est adaptée au produit à détecter, allaient être installés le 21 octobre. Il a confirmé par courriel, le 22 octobre, que ces détecteurs ont bien été installés et a fourni un compte rendu de test indiquant leur bon fonctionnement. Des précisions sont fournies en annexe confidentielle.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Défense incendie - Moyens dédiés au SDIS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/2022, article 2.4.6.3 de l'annexe 2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La prescription contrôlée contient des informations sensibles au sens de l'instruction du gouvernement du 12/09/23 relative à la mise à disposition d'informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les installations classées pour la protection de l'environnement. Elle est donc fournie uniquement en annexe confidentielle.</p> <p>Elle concerne un renforcement des moyens de défense incendie dédiés aux moyens de secours externes (SDIS 76).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a réalisé l'étude technico-économique demandée pour le renforcement des moyens de défense incendie dédiés au SDIS 76. Le SDIS 76 s'est positionné sur les conclusions de cette étude et a formulé des recommandations quant aux moyens supplémentaires à mettre en oeuvre par l'exploitant.</p> <p><u>Demande n°1 :</u> L'exploitant transmettra avant fin juin 2026 une preuve de l'installation des moyens préconisés par le SDIS 76, ainsi qu'un document justifiant leur réception par le SDIS 76. Cette demande sera reprise dans le projet d'arrêté préfectoral cadre en cours de discussion avec l'exploitant.</p> <p>Des précisions sont fournies en annexe confidentielle.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>

N° 4 : Défense incendie - Moyens fixes

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/2022, article 4.6.5 de l'annexe 4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La prescription contrôlée contient des informations sensibles au sens de l'instruction du gouvernement du 12/09/23 relative à la mise à disposition d'informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les installations classées pour la protection de l'environnement. Elle est donc fournie uniquement en annexe confidentielle.</p> <p>Elle concerne les moyens fixes d'extinction incendie de l'exploitant.</p>

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 16/07/2025, deux systèmes fixes de lutte contre l'incendie de l'exploitant impliquant de l'émulseur n'avaient pas donné entière satisfaction lors de leur test. L'exploitant a réparé les systèmes incriminés dans les jours suivant la visite, et transmis le détail des causes des dysfonctionnements ainsi qu'un plan d'actions et d'entretien permettant d'éviter qu'ils ne se reproduisent à l'avenir. Ce plan d'actions concerne non seulement les systèmes testés lors de la visite du 16/07/2025, mais aussi les autres systèmes de lutte incendie impliquant de l'émulseur présents sur le site.</p> <p>Le plan d'actions présenté par l'exploitant n'appelle pas de remarque de l'inspection. Des précisions sont fournies en annexe confidentielle.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Matériel non électrique utilisable en atmosphères explosibles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, ATEX</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions du articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 16/07/2025, il avait été constaté la persistance de quelques non-conformités résiduelles concernant du matériel non électrique situé en zone à risque d'atmosphère explosible (zone ATEX).</p> <p>À la suite de cette visite :</p> <ul style="list-style-type: none"> - deux équipements ont été remplacés par des équipements avec marquage ATEX ; - une étude complémentaire de l'APAVE a été réalisée pour deux autres équipements afin de démontrer que leur fonctionnement est adapté à une zone ATEX ; - un équipement était situé sur une ligne non utilisée et a été déposé ; - un équipement était situé dans une zone ATEX d'une ancienne unité définitivement arrêtée, qui n'est donc plus une zone ATEX aujourd'hui ; - la conformité ATEX de deux autres équipements a été confirmée. <p>Ainsi, toutes les non-conformités résiduelles ont été levées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Démantèlement des unités définitivement arrêtées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/2022, article 1.6.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Cessation d'activité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Constats :

Les unités 120, 121 et SOCREMATIC ont été définitivement arrêtées il y a quelques années. Le jour de la visite, les installations de ces unités étaient mises en sécurité mais n'étaient pas encore démantelées.

L'inspection a toutefois constaté que plusieurs équipements et tuyauteries des anciennes unités 120 et 121 sont situés dans des bâtiments dans lesquels sont également présents de nombreux équipements et tuyauteries encore utilisés par d'autres unités du site, ce qui rend très complexe leur démantèlement (impossibilité d'extraction par la toiture, de découpe par chalumeau, etc).

L'inspection souhaite toutefois que le démantèlement des installations pouvant l'être soit programmé afin que la charge liée au démantèlement ne devienne pas trop importante au fil des arrêts définitifs d'unités, ce que l'exploitant s'est engagé à faire. Ce dernier a indiqué avoir besoin d'étudier plusieurs zones et plusieurs installations, puis après définition technique, réaliser une étude plus approfondie afin d'avoir des données chiffrées (délai et budget), conduisant à la production d'un échéancier pour fin 2026.

Demande n°2 : L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées **pour le 31 décembre 2026** un échéancier de démantèlement des unités 120, 121 et SOCREMATIC, en justifiant les délais annoncés et les éventuels équipements qui ne seraient pas démantelés.

Cette demande sera reprise dans le projet d'arrêté préfectoral cadre en cours de discussion avec l'exploitant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant